

Manuel de gestion des ressources humaines dans la fonction publique hospitalière

VOLUME I

Le fonctionnaire hospitalier

I 2^e édition
(mise à jour du 30 septembre 2015)

Direction :

André **LUCAS**

Relecture :

André **LUCAS**, Marie-Thérèse **SACCO**

Contributions :

Patrice **ABLAIN**

Éric **CHOLLET**

Serge **COUNY**

Yann **DUBOIS**

Pascale **LIMOGES**

André **LUCAS**

Daniel **ROUX**

Marie-Thérèse **SACCO**

Ouvrage créé en 2004 par Odile Derenne et André Lucas



PRESSES DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SANTÉ PUBLIQUE

Sommaire général

Index	21
Liste des sigles	41

INTRODUCTION

La gestion des ressources humaines : contenu, mise en œuvre

Introduction	47
§ 1. Le contenu de la GRH: quatre approches à intégrer.....	48
§ 2. La mise en œuvre de la GRH.....	54
Présentation du plan retenu	57

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA FPH

§ 1. Qu'appelle-t-on FPH et fonctionnaire hospitalier?.....	59
§ 2. D'hier à aujourd'hui... ..	60
§ 3. Données quantitatives relatives à la FPH.....	64

PREMIÈRE PARTIE

Le déroulement de la carrière du fonctionnaire hospitalier

Chapitre I : LE RECRUTEMENT DANS LA FPH

Section 1 - Les principes généraux du recrutement	71
§ 1. L'autorité investie du pouvoir de nomination.....	71
§ 2. Le tableau prévisionnel des effectifs rémunérés (TPER).....	77
§ 3. L'égalité d'accès aux emplois publics.....	82
Section 2 - Les conditions de recrutement	89
§ 1. Les conditions générales.....	90
§ 2. Les conditions spécifiques de recrutement.....	106
Section 3 - Les modalités du recrutement par concours	115
§ 1. Le concours sur épreuves.....	116
§ 2. Le concours sur titres.....	132
Section 4 - Le recrutement sans concours	133
§ 1. Les exceptions liées aux emplois.....	133
§ 2. Les exceptions liées aux candidats.....	136

Section 5 - La nomination comme stagiaire	142
§ 1. La nomination.....	142
§ 2. Le stage.....	146
§ 3. La titularisation.....	160

Chapitre II : LES POSITIONS STATUTAIRES DU FONCTIONNAIRE HOSPITALIER

Introduction	167
Section 1 - L'activité	169
§ 1. Définition et principes généraux.....	169
§ 2. L'activité et le temps partiel.....	170
§ 3. La mise à disposition des fonctionnaires hospitaliers en position d'activité.....	176
§ 4. Le congé spécial.....	181
§ 5. Le congé de solidarité familiale.....	183
§ 6. Le congé de présence parentale.....	185
§ 7. La recherche d'affectation des personnels de direction et des directeurs des soins.....	186
Section 2 - Le détachement	189
§ 1. Définition.....	189
§ 2. Les cas de détachement.....	189
§ 3. Les conditions d'octroi du détachement.....	198
§ 4. La durée du détachement et le remplacement du fonctionnaire détaché.....	198
§ 5. La situation administrative du fonctionnaire détaché.....	199
§ 6. La cessation du détachement.....	204
Section 3 - La position hors cadre	209
§ 1. Définition.....	209
§ 2. La situation du fonctionnaire placé hors cadre.....	209
§ 3. La cessation de la position hors cadre.....	210
Section 4 - La disponibilité	211
§ 1. Définition et caractéristiques générales.....	211
§ 2. La disponibilité d'office.....	212
§ 3. La disponibilité sur demande.....	213
Section 5 - Le congé parental	220
§ 1. Définition.....	220
§ 2. Les conditions d'obtention et de déroulement.....	220
§ 3. La situation administrative du fonctionnaire placé en congé parental.....	222
§ 4. La cessation du congé parental.....	224
Section 6 - L'accomplissement du service national et des activités dans une réserve	225

Chapitre III : LA NOTATION ET L'ÉVALUATION

Section 1 - Le cadre juridique de la notation et de l'évaluation	231
§ 1. Les textes en vigueur et le dispositif expérimental d'entretien professionnel.....	231
§ 2. Le champ d'application de l'arrêté du 6 mai 1959 relatif à la notation.....	233
§ 3. Le pouvoir de notation et le pouvoir de conduire l'entretien d'évaluation.....	235

Section 2 - La procédure de notation	237
§ 1. Les composantes de la notation.....	237
§ 2. La communication et la révision de la notation.....	240
§ 3. Le contentieux de la notation.....	241
Section 3 - Les effets de la notation	243
§ 1. Les effets sur la carrière.....	243
§ 2. Les effets sur la rémunération.....	243

Chapitre IV : LES DIFFÉRENTES FORMES ET MODALITÉS DE PROMOTION

Introduction	247
Section 1 - L'avancement d'échelon	250
§ 1. Les dispositions générales.....	250
§ 2. Le temps pris en compte.....	252
§ 3. Les agents promouvables.....	252
§ 4. Les modalités d'avancement d'échelon.....	252
§ 5. L'élaboration du tableau d'avancement d'échelon.....	256
Section 2 - L'avancement de grade	257
§ 1. Les principes.....	257
§ 2. Les modalités.....	259
§ 3. Les conditions.....	260
§ 4. Les possibilités statutaires.....	261
§ 5. Le tableau d'avancement de grade.....	262
§ 6. Les recours en matière d'avancement auprès de la commission des recours.....	263
Section 3 - Les autres modalités de promotion interne	264
§ 1. Le changement de corps par liste d'aptitude.....	264
§ 2. Le concours interne.....	265
§ 3. L'accès direct à certains corps de la catégorie A.....	266
Section 4 - Les conditions de classement dans un grade	266

Chapitre V : L'ACTION DISCIPLINAIRE

Avertissement	273
Introduction	273
Section 1 - Les mesures disciplinaires	275
§ 1. Le critère subjectif.....	276
§ 2. Le critère de l'effet de la mesure.....	276
§ 3. Le critère du motif de la mesure.....	277
Section 2 - Les fautes disciplinaires	277
§ 1. L'enquête disciplinaire.....	277
§ 2. Les faits constitutifs d'une faute disciplinaire.....	278
§ 3. Les faits qui ne sont pas constitutifs d'une faute disciplinaire.....	280
§ 4. Le contrôle des faits par le juge, la preuve des faits.....	281

Section 3 - Action disciplinaire et juge pénal, autonomie ou dépendance	282
§ 1. La dépendance de l'autorité disciplinaire	283
§ 2. L'autonomie de l'autorité disciplinaire	286
§ 3. Communication de pièces de procédure pénale par le ministère public	286
Section 4 - La suspension	287
§ 1. Les faits pouvant justifier la suspension	288
§ 2. Les règles entourant la suspension	290
§ 3. Les effets de la suspension	290
§ 4. Suspension et responsabilité de l'administration	292
Section 5 - Les procédures communes à toutes les sanctions	292
§ 1. L'information de l'agent	292
§ 2. La communication du dossier	294
§ 3. L'expression des moyens de défense	295
§ 4. L'assistance de défenseurs	295
Section 6 - Le conseil de discipline	296
§ 1. Composition du conseil de discipline	296
§ 2. Fonctionnement du conseil de discipline	297
§ 3. Avis du conseil	300
Section 7 - Le choix et l'application des sanctions disciplinaires	301
§ 1. Les différentes sanctions	301
§ 2. Les règles applicables aux sanctions disciplinaires	303
§ 3. L'appréciation de la gravité de la sanction eu égard à la faute	305
§ 4. L'appréciation de la gravité de la sanction eu égard à la procédure	306
Section 8 - L'effacement des sanctions disciplinaires	307
§ 1. L'effacement administratif	307
§ 2. L'amnistie	307
Section 9 - Les recours contre les sanctions disciplinaires, l'effet des décisions d'annulation	308
§ 1. Le recours administratif	308
§ 2. Le recours devant la commission des recours	309
§ 3. Le recours contentieux devant le juge administratif	310

Chapitre VI : LA CESSATION DE FONCTIONS

Introduction	315
Section 1 - La démission	316
§ 1. Les conditions de la demande	316
§ 2. Les suites réservées à la demande	318
§ 3. Les conséquences de la décision	320
Section 2 - L'abandon de poste	326
§ 1. La notion d'abandon de poste	326
§ 2. La procédure de l'abandon de poste	327
Section 3 - Le licenciement	333
§ 1. Le licenciement pour insuffisance professionnelle	333
§ 2. Le licenciement dans le cadre d'une disponibilité	339
§ 3. Le licenciement pour perte d'emploi	341

Section 4 - Le décès	344
§ 1. Le capital décès.....	345
§ 2. Les ayants cause.....	346
§ 3. Le versement.....	347
Section 5 - La révocation	347
Section 6 - La radiation pour perte de la qualité de fonctionnaire	348

Chapitre VII : LE DROIT À LA RETRAITE

Introduction	355
Section 1 - Le régime de retraite des fonctionnaires hospitaliers	357
Section 2 - L'admission à la retraite	358
§ 1. La demande.....	358
§ 2. Les conditions de durée de fonctions.....	360
§ 3. Les conditions d'âge du demandeur.....	361
Section 3 - La constitution du droit à pension	376
§ 1. La nature du droit à pension.....	376
§ 2. L'ouverture du droit à pension.....	377
§ 3. Les éléments constitutifs du droit à pension.....	378
§ 4. Les services en position d'activité.....	379
§ 5. Les services militaires.....	383
§ 6. Les périodes validées ou reconnues comme services effectifs.....	384
§ 7. Les bonifications.....	394
§ 8. Les périodes d'études supérieures rachetées.....	399
§ 9. Le droit à pension : les trimestres liquidables.....	404
Section 4 - La liquidation du droit à pension	404
§ 1. La condition d'âge d'ouverture du droit.....	405
§ 2. La durée d'assurance.....	413
§ 3. Le montant de la pension.....	428
Section 5 - La pension d'invalidité	440
§ 1. L'ouverture du droit à pension pour invalidité.....	440
§ 2. Le montant de la pension pour invalidité.....	444
§ 3. Les suppléments de la pension pour invalidité.....	444
Section 6 - Les pensions des ayants cause	446
§ 1. La pension de réversion.....	446
§ 2. La pension d'orphelin.....	449
Section 7 - Les surplus de pension	450
§ 1. Le plan d'épargne retraite populaire (PERP).....	451
§ 2. La retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).....	451
Section 8 - La situation du retraité de la fonction publique	455
§ 1. Le cumul emploi retraite.....	456
§ 2. La saisissabilité de la pension.....	459
§ 3. La suppression du « forfait de pension ».....	459
§ 4. La suppression de la suspension du droit à pension.....	459

Section 9 - La mise à la retraite d'office	460
§ 1. La mise en retraite pour limite d'âge.....	460
§ 2. La mise en retraite à titre disciplinaire.....	461
§ 3. La mise en retraite pour insuffisance professionnelle.....	461
§ 4. La mise en retraite pour invalidité.....	461
Section 10 - Le droit à l'information des fonctionnaires sur leurs droits à la retraite	462
§ 1. L'information du primo-cotisant.....	463
§ 2. Le relevé de situation individuelle (RIS).....	463
§ 3. L'estimation indicative globale (EIG).....	464
§ 4. L'entretien information retraite (EIR).....	464
§ 5. La demande unique dématérialisée.....	465
§ 6. L'échéancier des modalités de l'information.....	465

DEUXIÈME PARTIE

Les droits et obligations du fonctionnaire hospitalier

Chapitre I : LES GARANTIES ET LES OBLIGATIONS DU FONCTIONNAIRE HOSPITALIER

Introduction	471
Section 1 - Les garanties et droits fondamentaux	472
§ 1. Le fonctionnaire citoyen.....	472
§ 2. Les droits et garanties du fonctionnaire salarié.....	492
§ 3. Les garanties propres du fonctionnaire.....	495
Section 2 - Les obligations	511
§ 1. L'obligation de servir.....	512
§ 2. Les obligations à l'égard de son administration.....	526
§ 3. Les obligations à l'égard des tiers.....	533
Section 3 - La sanction des obligations	543
§ 1. La responsabilité pécuniaire.....	544
§ 2. La responsabilité pénale.....	544
§ 3. La responsabilité disciplinaire.....	544
§ 4. La responsabilité ordinale.....	544

Chapitre II : LE DROIT À RÉMUNÉRATION

Section 1 - Les principes de la rémunération	553
§ 1. Le service fait, fondement du droit à traitement.....	553
§ 2. Le principe de parité, une protection contre l'arbitraire.....	555
§ 3. La protection du salaire : saisie sur salaire, cession de rémunération et retenues à la source.....	555
§ 4. Les retenues pour fait de grève.....	557
§ 5. L'absence irrégulière.....	557
§ 6. Les prescriptions.....	558

Section 2 - Les composantes de la rémunération des fonctionnaires	563
§ 1. La rémunération principale.....	563
§ 2. Les accessoires de la rémunération	573
Section 3 - Les frais de déplacement	612
§ 1. Dispositions générales et définitions.....	612
§ 2. Les déplacements temporaires.....	613
§ 3. Le changement de résidence.....	619
§ 4. Le transport des personnes.....	623
Section 4 - Les variations de la rémunération	626
§ 1. Les agents exerçant à temps partiel.....	626
§ 2. Les agents en maladie, longue maladie et longue durée, en disponibilité, en congé de maternité et les agents placés à temps partiel thérapeutique ..	627
§ 3. Les agents en congé de formation professionnelle (CFP).....	627
§ 4. Les agents en position de non-activité.....	628
§ 5. Les règles de cumul de rémunération.....	632
§ 6. Les règles applicables dans les départements d'outre-mer (DOM).....	634
§ 7. Le traitement en cas de départ en retraite en cours de mois.....	635
§ 8. Les prestations liées au décès.....	635
§ 9. Les prestations à caractère social.....	635
Section 5 - Les charges et les cotisations assises sur la rémunération ...	636
§ 1. Les charges des fonctionnaires relevant du régime spécial.....	636
§ 2. Les charges des personnels contractuels.....	643
§ 3. La déclaration des charges	645
Section 6 - Le bulletin de paie, le cycle de la paie et le mandatement	645
§ 1. Le bulletin de paie	645
§ 2. Le cycle de la paie	647
§ 3. Le mandatement et les relations ordonnateur/comptable.....	650
Section 7 - La paie en cas d'éviction illégale	651

Chapitre III : LE DROIT À COUVERTURE SOCIALE

Introduction	659
Section 1 - Le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires hospitaliers	661
§ 1. Les caractéristiques et les bénéficiaires du régime spécial de sécurité sociale	661
§ 2. Les acteurs et les instances intervenant dans la couverture sociale des fonctionnaires hospitaliers (cf. figure 1)	664
Section 2 - La couverture du risque maladie (cf. figure 2).....	685
§ 1. Le congé de maladie ordinaire (cf. figure 2)	685
§ 2. Le congé de longue maladie (CLM) (cf. figure 3)	698
§ 3. Le congé de longue durée (CLD) (cf. figure 4).....	705
§ 4. L'incidence des congés pour maladie sur la carrière et le temps de travail..	710
Section 3 - La couverture du risque accident et maladie liés au service	714
§ 1. Les notions d'accident de service et de maladie contractée en service.....	715
§ 2. La reconnaissance de l'imputabilité au service.....	718

§ 3. Les droits de l'agent victime d'un accident ou d'une maladie liés au service	725
§ 4. L'action en réparation de l'agent victime	730
§ 5. La fin du congé pour accident ou maladie imputable au service	731
Section 4 - La couverture du risque maternité, d'adoption et le congé de paternité	732
§ 1. Le congé de maternité	732
§ 2. Le congé d'adoption	735
§ 3. Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant	737
Section 5 - Les modalités particulières de reprise du service selon l'aptitude de l'agent	739
§ 1. Le temps partiel thérapeutique	739
§ 2. Le reclassement pour raisons de santé	741
Section 6 - La couverture sociale complémentaire	748
§ 1. La gratuité des frais médicaux et pharmaceutiques	749
§ 2. Les prestations non statutaires du CGOS	751

Chapitre IV : LE DROIT À LA FORMATION

Introduction	755
Section 1 - La FPTLV: le cadre réglementaire	758
§ 1. Typologie des actions de formation et positions de l'agent durant ces actions	758
§ 2. L'élaboration du plan de formation	762
§ 3. Le financement et le suivi des actions de formation	765
Section 2 - Une palette d'outils à l'initiative de l'établissement ou de l'agent	768
§ 1. Les actions du plan de formation et les périodes de professionnalisation ..	768
§ 2. Les actions à l'initiative de l'agent avec l'accord de l'employeur : le DIF ...	780
§ 3. Les actions à l'initiative de l'agent	784
Section 3 - Du droit à formation à l'obligation de DPC	793
§ 1. Le champ et contenu du DPC	794
§ 2. Les instances de gouvernance du DPC	798
§ 3. Le financement du DPC	799
§ 4. Le contrôle de la mise en œuvre du DPC	801

Chapitre V : LE DROIT À L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Introduction	809
Section 1 - Le cadre juridique du temps de travail	811
§ 1. Les temps de présence	811
§ 2. Les modalités réglementaires d'absence au travail	823
§ 3. Le temps partiel	847
Section 2 - Les déclinaisons pratiques des normes réglementaires	847
§ 1. La détermination des effectifs nécessaires	848

§ 2. La mise en place des cycles de travail.....	857
§ 3. Synthèse du dimensionnement des effectifs : de la définition du besoin collectif au décompte individuel du temps de travail.....	861

Chapitre VI : LE DROIT À PARTICIPATION DANS LES INSTANCES

Introduction.....	869
Section 1 - La mise en œuvre du droit à participation : la question de la représentativité syndicale.....	870
§ 1. Les conditions de participation aux élections professionnelles.....	870
§ 2. La représentativité, fondement de la mise en œuvre des instances et de la participation aux négociations et accords collectifs.....	871
Section 2 - Le droit à participation pour les questions individuelles : les CAP.....	873
§ 1. Les CAPN.....	873
§ 2. Les CAPL et les CAPD.....	875
Section 3 - Le droit à une participation institutionnelle dans les établissements de santé.....	890
§ 1. Le conseil de surveillance.....	890
§ 2. Le directoire.....	897
§ 3. La CME.....	900
§ 4. Le CTE des EPS.....	905
§ 5. Le comité d'établissement.....	913
§ 6. Le CHSCT.....	913
§ 7. Les comités consultatifs nationaux.....	922
Section 4 - Le droit à participation pour des questions spécifiques à l'hôpital.....	923
§ 1. La commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques (CSIRMT).....	923
§ 2. Le projet de pôle.....	926
§ 3. La lutte contre les événements indésirables associés aux soins.....	926
Section 5 - La représentation des personnels dans les instances de coopération.....	927
§ 1. Les communautés hospitalières de territoire (CHT).....	927
§ 2. Les groupements de coopération sanitaire (GCS).....	928
Section 6 - Le droit à participation pour les questions collectives dans les établissements sociaux et médico-sociaux.....	929
§ 1. Le conseil d'administration des établissements sociaux et médico-sociaux.....	929
§ 2. Les instances consultatives dans les établissements sociaux et médico-sociaux.....	932
§ 3. Le groupement de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS).....	935
Section 7 - Le droit à participation dans les instances supra-hospitalières.....	935
§ 1. Le Conseil supérieur de la FPH (CSFPH).....	935
§ 2. La commission des recours.....	938

§ 3. L'Observatoire national des emplois et des métiers de la FPH (ONEMFPH).....	940
§ 4. Le Conseil commun de la fonction publique (CCFP)	941

Chapitre VII : LE DROIT SYNDICAL DANS LA FPH

Introduction	949
Section 1 - Les structures syndicales: mise en place, organisation et prérogatives	950
§ 1. La mise en place des syndicats.....	950
§ 2. L'organisation des syndicats.....	951
§ 3. Le champ d'action des syndicats.....	952
Section 2 - Les moyens de fonctionnement des organisations syndicales	958
§ 1. L'attribution de moyens humains.....	958
§ 2. La mise à disposition de locaux et leurs équipements.....	960
§ 3. Le droit d'organiser des réunions syndicales.....	962
§ 4. Le droit de diffuser des informations syndicales	964
§ 5. La collecte des cotisations.....	967
§ 6. Les limites apportées aux facilités accordées aux organisations syndicales.....	968
Section 3 - Le représentant syndical	969
§ 1. La désignation du représentant syndical.....	969
§ 2. La protection du représentant syndical	970
§ 3. Le congé pour formation syndicale	976
§ 4. Les obligations du représentant syndical.....	978
§ 5. L'interruption du mandat syndical.....	980
Section 4 - Les facilités d'absence accordées aux représentants syndicaux	981
§ 1. Les autorisations spéciales d'absence (ASA).....	981
§ 2. Le crédit global de temps syndical de l'article 16.....	986
§ 3. Usage abusif ou frauduleux du temps syndical	990
§ 4. La mutualisation des heures syndicales.....	991

Chapitre VIII : LE DROIT DE GRÈVE

Introduction	999
Section 1 - Définition de la grève et spécificités pour le secteur public	1000
§ 1. Les éléments constitutifs de la grève.....	1000
§ 2. Les spécificités de la grève dans le secteur public	1002
§ 3. Autres situations à distinguer de l'exercice du droit de grève.....	1003
§ 4. Le dévoiement du droit de grève.....	1004
Section 2 - L'obligation du préavis	1005
§ 1. Les finalités du préavis.....	1005
§ 2. La procédure de dépôt du préavis.....	1006
§ 3. Mentions et délais du préavis.....	1008

Section 3 - Le service minimum dans les établissements sanitaires et sociaux	1010
§ 1. La traduction du principe du service minimum dans les établissements publics sanitaires et sociaux	1011
§ 2. Les préalables à la détermination du service minimum dans les établissements publics sanitaires et sociaux	1011
§ 3. Le périmètre du service minimum dans les établissements publics sanitaires et sociaux	1012
Section 4 - Les assignations dans les établissements publics sanitaires et sociaux	1015
§ 1. Les bases juridiques de l'assignation	1016
§ 2. La mise en œuvre des assignations	1017
§ 3. Le contrôle juridictionnel des assignations	1020
§ 4. La réquisition	1021
Section 5 - Les conséquences de la grève	1022
§ 1. Le recensement des grévistes	1022
§ 2. Les retenues sur traitement	1024
§ 3. Maintien du droit intégral à l'avancement durant les journées de grève	1028
§ 4. Quelques situations particulières	1028
Section 6 - La responsabilité pour fait de grève	1030
§ 1. La responsabilité des grévistes	1030
§ 2. La responsabilité des établissements	1032
§ 3. La responsabilité des syndicats	1033

TROISIÈME PARTIE

Les personnels non fonctionnaires

Chapitre unique : LES AGENTS CONTRACTUELS

Section 1 - Les contractuels de droit public: dispositions générales	1040
§ 1. Des motifs d'emploi dérogatoires	1043
§ 2. Le recrutement	1047
§ 3. Les congés et les diverses modalités d'exercice professionnel	1049
§ 4. La protection sociale de l'agent contractuel	1057
§ 5. Le développement des compétences des contractuels	1069
§ 6. La rémunération des contractuels	1069
§ 7. Le régime disciplinaire	1072
§ 8. Le régime de retraite et la question de la limite d'âge	1073
§ 9. Le décompte des services des contractuels pour l'ouverture des droits	1073
Section 2 - La fin du contrat de droit public	1075
§ 1. Le non-renouvellement du CDD	1075
§ 2. Le licenciement d'un contractuel	1077
§ 3. L'indemnisation résultant de la fin d'un contrat de droit public	1082
§ 4. La démission	1082
§ 5. La rupture anticipée du CDD d'un commun accord	1082
§ 6. L'intégration à la FPH	1083
§ 7. Le décès	1084

Section 3 - Les situations spécifiques	1085
§ 1. Dispositions dérogatoires au droit commun pour les travailleurs handicapés	1085
§ 2. L'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage en milieu professionnel ou sous forme contractuelle	1088
§ 3. Le dispositif de recrutement par contrat de droit public dénommé PACTE	1093
§ 4. Les agents intérimaires : salariés mis à disposition par une entreprise de travail temporaire	1094
§ 5. Les modalités de reprise des personnels en qualité de contractuels en cas de transferts d'activité entre personnes morales de droit public et de droit privé et entre personnes morales de droit public	1095
§ 6. Les contractuels de droit public dans les GIP hospitaliers et les fondations hospitalières	1101
Section 4 - Les dispositions applicables aux contractuels de droit privé	1102
§ 1. Le contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	1103
§ 2. Les emplois d'avenir	1107
§ 3. Les contrats d'apprentissage	1110
§ 4. Les contrats d'activité d'adultes relais	1114
§ 5. Les contrats avec des artistes	1114